

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

13 AU 19 FÉVRIER 1992

N° 858

10,00 F

ÉTAT DE DROIT

La loi de la jungle



EDITORIAL

Guerre du Golfe, affaire Habache... le droit international a bon dos. « Etat de droit » ou « droit des Etats » ? Des confusions entretenues volontairement s'opèrent au fil des propos, ceci pour le plus grand bonheur de l'impérialisme, toujours prompt à faire valoir sa suprématie par la force.

On a beaucoup parlé de droit international et d'état de droit ces derniers temps. Il en est encore beaucoup qui prennent ces expressions au sérieux, c'est-à-dire qui n'ont pas encore compris que le droit n'est que le résultat d'un rapport de forces, non un état absolu.

La guerre du Golfe a évidemment été un révélateur, en ce sens qu'on a pu constater qu'il existait deux poids et deux mesures : ce qui a été immédiatement exigé d'un Etat qui s'était stupidement mis du mauvais côté du droit ne l'a jamais été d'autres Etats qui, depuis des décennies, bafouaient ce même droit.

L'Irak s'était mis du mauvais côté du droit en occupant le Koweït parce que cette occupation allait à l'encontre des intérêts de l'impérialisme américain et des sous-impérialismes européens. Un corps expéditionnaire colossal fut envoyé pour faire respecter le droit édicté par l'ONU sous forme de résolutions ; pourtant des résolutions tout aussi valables avaient été votées par cette même ONU, en de nombreuses autres circonstances depuis la fin de la dernière guerre, sans que des corps expéditionnaires soient expédiés pour les faire respecter, que ce soit en Afrique du Sud, à Timor, au Tibet ou... en Israël, qui occupe des territoires appartenant à trois Etats voisins.

L'Irak était du mauvais côté du droit, Israël du bon côté, et pourtant les résolutions de l'ONU concernant la seconde ont, en théorie, exactement la même valeur que celles concernant la première.

Cet « Etat de droit », dont on nous parle, est une fiction à double titre. D'abord,

parce que le droit n'est pas appliqué, seule la force l'est, avec un habillage juridique pour la justifier. Ensuite, parce qu'il y a maladresse sur le concept même d'« Etat de droit ». Il y a un curieux glissement sémantique.

L'état de droit (avec un « e » minuscule) était une expression utilisée de la même manière qu'état de nature, et désignait un environnement politique dans lequel les rapports entre les individus étaient soumis non pas à l'arbitraire, mais à des règles applicables également pour tous. Ce qui est intéressant pour nous, anarchistes, est qu'un tel environnement n'est pas nécessairement étatique. Nous pouvons souscrire à la notion d'état de droit.

Un glissement sémantique

Mais il est significatif que, dans le contexte actuel, l'expression ait pris la forme d'Etat de droit (avec un « e » majuscule), ce qui suggère que seul l'Etat est en mesure d'édicter le droit (c'est-à-dire des rapports non arbitraires) : l'Etat devient la seule source, le seul garant et la seule finalité du droit. Il s'agit d'une véritable récupération étatique d'un concept qui, à l'origine, ne présuppose pas automatiquement l'existence de l'Etat. L'« Etat de droit » devient en réalité le droit de l'Etat. Dans l'expression « état de droit », c'est la notion de droit qui est déterminante ; dans l'expression « Etat de droit », c'est l'Etat qui domine. Il n'y a plus de droit qui ne soit sanctionné par l'Etat : toute contestation du droit, même la plus inique, édicté par l'Etat, devient une contestation de l'Etat, donc suspecte de terrorisme. On ne peut plus se réclamer d'un droit - droit naturel, droit humain - qui se situerait au-dessus du droit de l'Etat.

Ce sont là évidemment des subtilités qui dépassent la compréhension de nos représentants du petit écran.

Les rapports internationaux, dont on nous dit qu'ils doivent être soumis à l'état de droit, ne sont en réalité que l'expression du droit des Etats, c'est-à-dire de la force brute et d'intérêts féroces. Et, si on prend le moindre recul, on constate que les hommes politiques sont capables du pire cynisme lorsqu'ils s'expriment sur le droit.



Guerre du Golfe, guerre du pétrole. © Mary

JEUX OLYMPIQUES

Albertville business... ou les gros sous de l'olympisme

Les Jeux Olympiques d'hiver ont débuté le samedi 8 février à Albertville. Derrière la manifestation sportive internationale,

toute une histoire de gros sous se profile. Il est intéressant de rappeler quelques données en la matière.

L'ÉVÉNEMENT le plus important du monde aujourd'hui, ce n'est pas l'augmentation du taux de chômage ou du taux de pauvreté un peu partout sur la planète mais c'est, bien sûr, les Jeux Olympiques d'Albertville. Voilà, avec les JO, quelque chose autrement plus à même de réconcilier la population d'un pays... Encore que, sans même chercher beaucoup, on peut trouver des citoyens qui maugréent sur les atteintes à l'environnement, ou qui s'indignent sur « ce que ça va encore nous coûter ». Les médias les plus puissants n'interrogent pas ces mauvais esprits et se contentent de les caricaturer (1). A moins, bien sûr, qu'il ne s'agisse que de simples réserves formulées par des libéraux.

Il y aurait pourtant beaucoup à dire, car ces JO sont vraiment intéressants à bien des égards. Présentés sous leurs aspects économiques, les organisateurs les jugent d'ores et déjà comme une vic-

toire pour leur région (2). Une victoire sur quoi ? Sur qui ?

Les chiffres sont connus : le total des dépenses avoisine officiellement 11,5 milliards de francs. Il est remarquable que sur cette somme, le COJO (Comité d'organisation des Jeux Olympiques)

« Les chiffres sont connus : le total des dépenses avoisine officiellement 11,5 milliards de francs. »

n'apporte que 4 milliards de francs. Le complément est fourni par le département, la région et l'Etat c'est-à-dire les contribuables ; les consommateurs, qu'ils le veuillent ou non. Le COJO, quant à lui, a construit son budget essentiellement avec la vente de droits de retransmission aux télévisions et

l'apport de sponsors, dits « partenaires officiels », qui ne sont rien d'autres que des grandes multinationales. Là, ce ne sont plus tous les consommateurs qui paient mais seulement ceux de certains produits. Il est remarquable que ce sont ces mêmes multinationales qui ont imposé au Comité international olympique que les prochains JO d'hiver aient lieu en 1994 (en alternance avec les JO d'été) afin d'avoir plus de temps pour profiter des retombées publicitaires. On peut facilement en conclure que le commerce se porte bien.

Quant à la fameuse petite phrase de M. Barnier, longtemps rabachée sur différents médias et probablement vouée à rassurer le peuple, « les Jeux paieront les Jeux », son auteur dut admettre à la veille de l'ouverture qu'il y aurait un déficit. En effet, on savait par exemple que, côté dépenses, la piste de bobsleigh avait coûté 230 millions de francs au

(suite p. 3)

Contraception et
avortement : le bilan
des états généraux
P. 8

T2137 - 858 - 10,00 F



(suite p. 5)

F°P.2520



La disparition de notre compagnon Maurice Joyeux, en décembre dernier, a suscité un courrier abondant... Par ailleurs, la presse, pour une fois, a noté l'événement ! Les quotidiens *Libération*, *le Monde*, la télévision (TF1) y sont allés de leur commentaire, certes un peu rapide. Ici même, André Bergeron lui a rendu un hommage chaleureux. Dans *Force ouvrière hebdo*, Marc Blondel, l'actuel secrétaire général de ce syndicat, a poursuivi l'éloge. Bref, la mort de Maurice a fait écrire et dire. Ainsi, pour clore, dans *le Monde libertaire*, ces témoignages de sympathie, nous vous proposons une dernière sélection sous forme de messages individuels et collectifs !

Le comité de rédaction

Ligue des droits de l'homme

Chers amis,

La mort de Maurice Joyeux nous cause à tous une grande peine. Les idées libertaires appartiennent à l'histoire des luttes sociales et à celle des droits. En outre, sa personne, son étonnement, nous étaient familières et nous connaissions son dévouement à la Ligue. La maladie l'avait récemment écarté de nos congrès : il nous avait beaucoup manqué [...].

Nous sommes sûrs que les liens entre la Ligue et la Fédération anarchiste ne se relâcheront pas.

Croyez à notre amitié fraternelle.

Madeleine Reberioux
(présidente de la LDH)

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

DEPUIS quelque temps déjà, Maurice Joyeux nous a quitté. La presse en général, y compris les médias télévisuels, lui ont rendu un hommage mérité. Les signataires de ce texte souhaitent mettre en relief quelques-uns des traits de caractère de Maurice Joyeux qui les ont particulièrement frappés.

Tout d'abord son langage direct, dru, rapide, allant à l'essentiel. Pas de développements compliqués, pas de phrases alambiquées, pas d'enflure. Comme ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, son vocabulaire précis, sa parole agile étaient au service d'une pensée riche et bien ordonnée.

A l'heure où tant d'intellectuels de seconde zone se complaisent dans l'amphigouri et le galimatias, Maurice Joyeux était ses convictions sur quelques bases solides. Dédaignant à juste titre le pathos des économistes de salon dont les études, de Marx à Keynes, ne sont que prétextes à l'édition de thèses assurant la gloire de leurs auteurs, Maurice Joyeux mettait en valeur les prémisses du communisme libertaire, à savoir l'égalité économique et sociale. Refusant de croire à la fatalité du couple infernal, économie de marché/économie planifiée, il se tournait naturellement vers le mutualisme prouhonien et les élégantes solutions kropotkiniennes.

LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

La LCR salue la mémoire de Maurice Joyeux.

Animateur infatigable du courant anarchiste, il fut de tous les combats pour les libertés, pour l'antimilitarisme et contre le colonialisme, pour l'égalité sociale.

Au-delà de nos divergences, nous étions et nous sommes du même côté de la barricade.

Fraternellement.

Pour le bureau politique,
Alain Krivine

Débat de la librairie La Plume Noire

« Ecologie... ou écofascisme ? »

Samedi 15 février à 16 h, avec Philippe Pelletier.

La Plume Noire
15, rue Rivet, 69001 Lyon.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

HOMMAGE

La lime et la plume

Une partie importante de sa vie, comme chacun sait, fut consacrée à l'action syndicale. En fonction des circonstances, ses choix tactiques furent variés, mais, à chaque fois, il s'orienta avec une boussole primordiale : celle de l'intérêt de la classe ouvrière. Et à chaque instant, que ce soit en public ou en privé, les camarades de sa classe savaient pouvoir compter sur lui pour les devoirs élémentaires de la solidarité.

Des idées fondamentales

Le reflux de Mai 1968 le laissa, comme beaucoup d'hommes sur terre, amer et désenchanté ! Nous n'avons pas fini de décrypter les motivations profondes et les événements de cette révolution à peine commencée.

L'attraction, encore puissante, d'Octobre 1917 et l'accoutumance au ronron de la démocratie parlementaire étaient encore trop fortes pour qu'émerge puissamment le désir de bâtir « autre chose ».

Là encore, Maurice Joyeux fit preuve d'une remarquable lucidité politique.

On a vanté un peu partout ses qualités d'écriture. On a également rappelé qu'il était autodidacte. Sans insister

outre mesure, cela en valait pourtant la peine. Vous connaissez beaucoup d'hommes qui furent à la fois bon ajusteur et bon écrivain ?

Sur la photo qui le représente en page huit du n° 850 du *Monde libertaire*, la position de ses mains donne l'illusion qu'il tient encore une lime... La lime et la plume. Cette plume qu'il ne tiendra plus et dont il s'est servi pendant tant d'années pour écrire « son » article en dernière page du *ML*. De même que, d'après Charles Malato, Louise Michel prononçait toujours la même conférence sous des titres différents, Maurice Joyeux écrivait (presque) toujours le même article.

S'appuyant sur quelques idées fondamentales, il discernait les lignes de force de la société contemporaine et traçait des perspectives d'avenir.

Nous connaissions par cœur et par avance le contenu de son article. Mais c'est par lui que nous commençons la lecture du *Monde libertaire*, ce journal qui comptait tant pour lui.

Roland Bosdeveix, Jacques Cugini, Paul Chenard, Gérard Caramaro, Nelly Derré, André Devriendt, Gérard Escoubet, Régis Faulot, François Garcia, Martine Graillot, Floréal Melgar, Yves Peyraut, Marc Prévôtet, Léo Tamames.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE

Maurice Joyeux s'est éteint le 9 décembre 1991. Militant libertaire depuis plus de 60 ans, il prit part à de nombreux combats, notamment l'antimilitarisme et le syndicalisme révolutionnaire.

Alternative libertaire salue la mémoire de ce militant qui fit sien la lutte anticapitaliste, jusqu'à ses derniers jours.

Alternative libertaire adresse ses condoléances à la famille et aux amis de Maurice Joyeux, ainsi qu'aux militants de la Fédération anarchiste.

Le secrétariat aux Relations extérieures

Oenologues soutenez sans modération « le Monde libertaire » !

LA SOCIALE

cuvée spéciale du « Monde libertaire », vieillie en fûts de chêne. Appellation Minervois contrôlée. 1985.

30 F la bouteille. Le carton de 6 bouteilles : 180 F.



la Sociale
CUVÉE SPÉCIALE DU « MONDE LIBERTAIRE »
VIEILLIE EN FÛTS DE CHÊNE

Appellation Minervois Contrôlée
1985

MISE EN BOUTEILLE
PAR CELLIER
LAURAN CABARET
11800 LAURE-MINERVOIS

12% VOL

75 cl

Aucune expédition effectuée à partir de la librairie du Monde Libertaire. Renseignez-vous, pour l'achat, auprès du groupe le plus proche.

APRÈS LE 25 JANVIER

Quelles mobilisations antifascistes ?

QUELQUES mois avant les élections, l'agitation contre le Front national a repris du poil de la bête... Depuis trois ans, c'est aux seuls groupes antifascistes radicaux SCALP, Réflex et collectifs indépendants qu'avait échu ce combat. Qu'indique le réveil de la gauche et de l'extrême gauche dans cette lutte ? Une véritable prise en considération du danger du FN et des autres groupes fascistes, une réflexion sur les raisons du développement d'un parti qui pose « les vraies questions » comme le disait Fabius en 1985 lors d'un débat avec Chirac, ou un calcul électoral, mais à long terme jusqu'en 1995.

La manifestation du 25 janvier a montré que les gens ne sont plus prêts à se faire bernier par un Parti socialiste qui, discrédité sur tous les plans, même celui de la morale et de l'humanisme, pensait au cours de ces prochains mois se refaire une virginité en se montrant à la pointe du combat anti-Le Pen. Mais nombre de questions restent posées. Car, comme Réflex l'annonçait déjà dans le milieu des années 80, ce n'est pas seulement la question d'un renouveau du « fascisme, sous des formes vichystes » qui est posée avec le FN, c'est le glissement de toute la société et des forces politiques dirigeantes (PS, RPR, UDF, PC) vers des formes de gestion autoritaires et sécuritaires, de contrôle social au profit du système capitaliste...

Avec la mort du jeune Thibault à Asnières, avec le renforcement des mesures et effectifs policiers, des passe-droits des forces de répression vis-à-vis des exclus, avec la loi raciste votée en décembre (dont la mesure sur les zones de transit est un exemple significatif et hautement symbolique) qui nous renvoie à celle des années 30, le gouvernement socialiste applique déjà certaines des dispositions

préconisées par la droite et le FN. « *Le danger n'est pas que Le Pen arrive au pouvoir, mais que ses idées y soient déjà.* » (tract de Réflex à la manifestation du 25 janvier).

L'unité réclamée à cor et à cri pour contrer le FN par le PS avec la mise en place d'un front républicain, c'est l'oubli de problèmes fondamentaux, notamment la volonté d'une extrême droite conquérante de pouvoir imposer un ordre nouveau. Cette unité se construit aussi bien sur des questions identitaires (voir la question de la « nation France » dans l'Europe) que sur

« ... Il faut mener un travail d'information, de réflexion, de débats et avoir des revendications claires quant à notre refus de faire du FN le seul épouvantail. »

des questions sociales et économiques.

Le chômage, la précarité et l'exclusion sont les terreaux essentiels de ce développement. Les solutions proposées (DSQ, formation, RMI...) ne sont en rien des réponses aux problèmes, et au contraire, renforcent les sentiments de frustration, de rejet sur l'autre des difficultés sociales (logement, santé, éducation...) que vivent aujourd'hui des millions de résidents.

Il ne s'agit pas pour autant de tomber dans une logique simpliste qui fait du FN et du PS un même objet dans notre combat.

L'antifascisme radical allie très bien cette problématique de lutte contre le système capitaliste et lutte contre l'extrême

droite. Au cours des luttes ponctuelles (mobilisations contre les meetings du Front national, sur les facultés, les lycées...), il faut mener un travail d'information, de réflexion, de débats et avoir des revendications claires quant à notre refus de faire du FN le seul épouvantail. Nous avons précisé quel était le sens de notre combat : « *une lutte contre les idées et pratiques sécuritaires, xénophobes, d'exclusion* », et donc participé, été sur d'autres terrains de lutte au sein de collectifs divers (double peine, droit d'asile, contre la guerre du Golfe...). Nous voulons que ces points soient égaux à la lutte contre le FN. Ceci, nous pouvons l'obtenir au travers de collectifs indépendants et à partir des structures existantes : SCALP et Réflex.

L'absence de participation aux mobilisations en cours au nom d'une « pureté idéologique » ou d'un refus des calculs politiques serait une erreur. C'est dans l'action que se mène le débat. C'est en étant acteurs sur le terrain que nous créerons l'unité à la base, et que nous ferons vivre des lieux de résistance.

La manifestation du 25 janvier a eu comme effet positif d'ouvrir un espace. Le contenu aux mobilisations antifascistes doivent être l'égalité des droits (pour la régularisation des déboutés, contre la double peine), la lutte contre l'exclusion, la dénonciation de la politique gouvernementale. C'est à nous de faire vivre ces revendications dans nos lieux (facultés, lycées, quartiers...). La construction d'une alternative sociale, plurielle, autonome vis-à-vis des pouvoirs politiques et publics sera longue ; mais seule celle-ci sera en mesure d'inverser la logique sécuritaire et autoritaire de notre société et de contrer le Front national.

Cherokee

(suite de la « une »)

lieu de 70 millions prévus, tandis que côté recettes les droits de transmission télé vendu en dollars seront payés avec un billet vert à 5,50 F et non à 6 F comme il était escompté. Ce dérapage sera rattrapé par l'Etat ; le populo savait bien, de toute manière, qui paierait la note... Quant à la part des communes dans le financement des jeux, il est de notoriété publique que certaines communes sont très gravement endettées (3).

Huit milliards de francs - d'argent public - ont été dépensés en infrastructures de transport et en rénovations de bâtiments tels que des hôpitaux ou mêmes des églises et on nous rebat les oreilles, ici et là, du fait que les JO ont été un prétexte à accélérer des travaux qui, de toute façon, allaient être entrepris dans les vingt années à venir. Pas de quoi s'offusquer n'est-ce pas ? Le COJO paraît même assez fier d'avoir, grâce à ses divers chantiers, fait descendre le taux de chômage de la Savoie au-dessous de la moyenne nationale. On serait donc prié de ne pas critiquer ? Et puis tout cela va permettre de développer le tourisme en Savoie... Evidemment tout cela est hypothétique et inquantifiable, mais peut effectivement paraître vraisemblable dans le cadre d'un marché en expansion. Cela veut donc dire que l'argent des contribuables de l'ensemble du territoire de la France a été sollicité afin que ceux qui sont assez riches pour s'offrir des sports d'hiver soient encouragés à dilapider leur budget de loisirs en Savoie plutôt qu'ailleurs.

Le sire Barnier s'enorgueillit depuis des années d'être un défenseur de l'environnement mais le déboisement et le bétonnage de la montagne ne paraissent pas l'émouvoir ; il considère même ce reproche comme une calomnie. Tandis que la Savoie est la région du monde qui compte le plus de pistes de ski au km² il fait dynamiter 200 000 m³ de roches pour avoir la plus belle piste de descente de tous les temps. La terre semble se réchauffer, la neige est de moins en moins présente en hiver ; qu'à cela ne tienne : Barnier prône sans rire « *un neige ininterrompue en Savoie* » pour l'an 2000, car l'important c'est toujours le commerce.

Le Furet

1) Au premier rang desquels la télévision, y compris dans ce quelle produit de moins bête comme « La marche du siècle » ou « Envoyé spécial ». Les critiques les plus radicales ayant droit de cité sont celles des écologistes ; leur mollesse les rend si ridicules qu'elles constituent finalement un faire-valoir.

2) Les propos de Michel Barnier, co-président du COJO, sont quasiment repris tels quels par le *Figaro économie* du 27 janvier dans son éditorial : « *Les JO auront au moins permis - à un coût certes élevé - de désenclaver la région et de maintenir temporairement le taux de chômage en dessous de la moyenne nationale* » ainsi que par le *Monde* (Dossiers & documents) : « *Les épreuves terminées, il restera à la Savoie des équipements pour les transports et le tourisme qui devraient lui permettre de mieux affronter la concurrence des autres régions sur le marché des sports d'hiver* ».

3) Le cas le plus criant est celui de Brides-les-bains, village thermal de 610 habitants, dont le déficit est d'ores et déjà de 70 millions de francs, ce qui est peu par rapport aux 600 millions de francs investis : un million par habitant...

Crise des banlieues, crise de la société duale ?

Débats à l'initiative de Réflex et Parloir libre, le samedi 15 et dimanche 16 février à partir de 14 h, au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris

DEPUIS plus d'un an, nous assistons à des révoltes de franges de la population, essentiellement jeunes, qui vivent dans certains quartiers périphériques (ghettos) des grands centres urbains. Au-delà d'une lecture événementielle de ces émeutes qui n'a pas d'autre intérêt que d'alimenter « la mise en spectacle » que nous livrent, en général, les médias, il nous semble important d'en comprendre les fondements.

Crise du capitalisme, crise du fordisme

Toute crise du système capitaliste traduit, en fait, le passage d'un mode d'exploitation à un autre, celui-ci étant toujours fondé sur la domination de classe. Interroger la nature de la crise que nous subissons, c'est tenter d'analyser le mode d'exploitation qui se met en place et les conséquences sociales et politiques qui en découlent [...]

Sur le plan socio-économique, la « société duale » se caractériserait par :

- un secteur de pointe, mettant en œuvre les nouvelles technologies, des salaires élevés et croissants, des conditions de travail intéressantes, une protection légale et syndicale ;

- un environnement de PME, couvrant les activités les moins rentables, de sous-traitance ou destinées aux marchés locaux ou nationaux ; les salariés seraient soumis aux conditions du travail précaire, gagneraient de faibles salaires non indexés ;

- un secteur de l'« économie informelle » (ou souterraine) qui se caractériserait par des conditions de surexploitation du travail que connaît déjà le tiers monde [...]

En ce qui concerne l'idéologie de la « société duale », ces deux tendances se recouperaient : libérale et autoritaire ; d'un côté correspondrait l'individualisme triomphant des « garantis », des gagnants (Tapie en est le représentant), mais aussi individualisme réactif, nourri de l'angoisse et de la culpabilité que fait naître l'échec. Dans ce contexte, solidarité, action collective, égalité... toutes ces valeurs sont caduques ; de l'autre, l'idéologie sécuritaire qui s'appuierait sur un « fort sentiment d'insécurité » dans la majeure partie de la population, sentiment dû au développement massif du chômage, de la précarité, de la marginalisation et donc de la montée de la délinquance. Avec l'aide des médias, le pouvoir entretiendra et exploitera ce sentiment, par la mise en spectacle de la

« nouvelle pauvreté »... pour que s'établisse un consensus social minimal : l'adhésion de la majeure partie de la population aux organes du pouvoir ; c'est ainsi qu'on désignera des boucs émissaires proches (immigrés, jeunes de banlieue...) ou lointains (Etats, communautés étrangères : Arabes, slaves...).

Y a-t-il un néo-racisme ?

Existe-t-il un renouveau du discours raciste irréductible aux modèles antérieurs ? Nous nous efforcerons de redéfinir ce qu'a été le racisme « classique », puis le néo-racisme issu de la postcolonisation et, enfin, dans quelle mesure ces deux concepts s'interpénètrent [...]

Le discours raciste est difficile à combattre parce qu'il est une réponse immédiate et simpliste adaptée au bas niveau supposé des masses et qui, de plus, leur donnerait l'illusion de combler le fossé qui les sépare de l'intellectualité (la capacité de comprendre la réalité en faisant appel à l'intelligence). En apparence, le discours de Le Pen symbolise cette réalité (« *2 millions de chômeurs = 2 millions d'étrangers en trop* »). Cependant, la quasi-totalité de la classe politique s'appuie sur ce discours pour assumer une politique d'apartheid à

travers les quotas, la discrimination à l'école, à l'embauche, au logement, à la justice...

Le néo-racisme, quant à lui, s'articule à partir de la réalité économique et politique de la postcolonisation. Avec la décolonisation, les schémas racistes changent : au concept de race se substitue celui d'immigration. Dans cette démarche, s'inscrit la transition d'un racisme biologique ou historique à un racisme différentialiste. Celui-ci a récupéré les arguments issus de l'anti-racisme classique [...]

L'Etat et les médias emploient les arguments du néo-racisme pour appli-

quer une politique ségrégationniste laissant se profiler une interprétation manichéenne de l'histoire des civilisations où s'affronteraient celles qui seraient « universalistes et progressistes », et celles qui seraient irrémédiablement « particularistes et conservatrices ».

Ces deux forums se feront à partir de la réflexion de militants et des collectifs de terrain qui ressentent le besoin de confronter leurs expériences et d'ouvrir le champ à des pratiques et des stratégies porteuses d'avenir.

Réflex

Débutés du droit d'asile en grève de la faim à Béziers

Depuis le 6 février 1992, 55 Turcs demandeurs d'asile, déboutés par l'OFPPA pour la plupart, ont entamé une grève de la faim. Ils veulent un titre de séjour qui leur permette de vivre dignement. Cette grève est leur dernier espoir. Un comité de soutien se met en place.

Claude (gr. FA de Béziers)

Rencontre avec un « spécialiste de l'activisme social » (II)

La semaine dernière, dans le n° 857, « le Monde libertaire » a entamé une longue interview de Ray Rogers, syndicaliste américain se définissant comme un « spécialiste de l'activisme social », que l'on doit à Charles Reeve et Sylvie Deneuve. Nous poursuivons par une seconde partie toujours aussi critique vis-à-vis des directions syndicales mais aussi du patronat, qui sera suivie la semaine prochaine de la suite et fin.

Charles Reeve/Sylvie Deneuve : En Europe, au cours des dernières années, bon nombre de travailleurs militants sont arrivés à la conclusion que la structure syndicale est telle qu'il semble difficile, sinon impossible, de vouloir la transformer, de lui donner un contenu plus démocratique. Si on met de côté les pays où domine le modèle d'organisation social-démocrate (avec une relation particulière entre les syndicats et l'Etat), on constate partout ailleurs une baisse rapide et constante du taux de syndicalisation. C'est le résultat d'une attitude de résignation face aux effets de la crise. C'est aussi l'expression d'une conscience diffuse de l'inefficacité de la lutte syndicale traditionnelle et du caractère irrévocable de la bureaucratiation de ces organisations.

Des nouvelles formes d'organisation apparaissent au cours des derniers mouvements de grève : coordinations en France, comités de base (COBAS) en Italie, comités syndicaux en Espagne. Elles regroupent unitairement des travailleurs syndiqués, indépendamment de leur appartenance, avec, fait nouveau, des travailleurs non-syndiqués. Ce sont des organisations où les gens qui luttent rejettent les antagonismes

entre les différents syndicats. En Italie, beaucoup de grèves sont aujourd'hui menées par les COBAS. Et les appareils syndicaux hésitent entre la récupération et l'opposition à ces mouvements. Est-ce qu'aux Etats-Unis, les travailleurs continuent à considérer la structure syndicale comme le seul cadre d'organisation ? Y a-t-il des luttes menées en dehors des syndicats ?

« Je pense qu'on croit toujours pouvoir obtenir des changements dans le fonctionnement du syndicat. Mais ces changements sont lents à venir... »

Ray Rogers : Je ne connais pas les mouvements dont vous parlez. Ils semblent poser des questions intéressantes. Aujourd'hui, je crois que beaucoup de travailleurs nord-américains reconnaissent que le syndicat est une force affaiblie et impuissante ; que leur chefs veulent seulement se soumettre aux intérêts du patronat. Parfois, les plus combattifs peuvent s'organiser de façon

indépendante et lancer des actions, mais, il faut bien le dire, ils le feront toujours dans le cadre du syndicat, du « local » (section) syndical. S'il y a une opposition de la direction, alors le mouvement peut très bien continuer et se développer, même contre son avis. La grève sauvage est une vieille spécialité américaine ! Je pense qu'on croit toujours pouvoir obtenir des changements dans le fonctionnement du syndicat. Mais ces changements sont lents à venir, et la majorité des directions syndicales sont très dures à déboulonner. Dans ce pays, les dirigeants syndicaux parlent tout le temps de démocratie, alors qu'il y a très peu de démocratie à l'intérieur des syndicats.

Charles Reeve/Sylvie Deneuve : Ces nouvelles organisations unitaires qu'on voit naître en Europe n'expriment pas une opposition de principe aux syndicats. Ce qu'on cherche avant tout, c'est de combler leur inefficacité. Par contre, il semble qu'on investisse moins dans des projets de transformation des syndicats d'où, d'ailleurs, beaucoup de militants de base combattifs se sont faits exclure au cours des dernières années. Ils se retrouvent en général dans ces nouvelles organisations. D'après vous, un des problèmes du syndicalisme viendrait du manque d'éducation de la base ? Nous pensons, au contraire, que, tout au moins en Europe, il y a aujourd'hui une conscience du fait que les intérêts des syndicats sont intimement liés aux intérêts du patronat. Par une sorte de logique de la fonction même de ces organisations. En période de

croissance capitaliste, ce lien entraînant une amélioration du sort des travailleurs au sein du système ; en période de récession, il implique l'acceptation des sacrifices ! La désyndicalisation croissante traduit, en partie, la conscience de cette logique. Et cela débouche souvent sur des attitudes fatalistes et résignées.

Ray Rogers : Aux Etats-Unis, cette crise des syndicats se manifeste autrement : par une agressivité de la base et par des formes spécifiques de résistance, qui échappent aux directions. On l'a vu encore récemment chez le personnel des compagnies aériennes, qui luttait contre la restructuration du secteur. Partout, de plus en plus, la base des syndicats manifeste son insatisfaction. Nous avons une expression qui résume assez bien cet état d'esprit : « *Shit can happen !* » (« Le merdier peut arriver ! »). Cela veut dire : « Ça va aller mal ! ». C'est aussi l'expression d'une frustration sans perspective. Souvent les conséquences sont graves, puisque la répression patronale suit.

Charles Reeve/Sylvie Deneuve : Il est indiscutable que les luttes les plus solidaires des dernières années en Europe se déroulèrent en dehors de l'action des syndicats. Mais il ne faut pas oublier que, en France en tout cas, la plupart de ces luttes eurent lieu dans le secteur public ; là où les travailleurs étaient sûrs de pouvoir garder leur poste de travail. La peur des licenciements ne pouvait pas jouer contre les grévistes.

Abordons maintenant un autre sujet. Il y a, aujourd'hui aux Etats-Unis, un énorme fossé entre le secteur du travail « illégal » (toléré), où sont exploités les immigrés, et le secteur du travail protégé par les conventions collectives et par la législation. Ce fossé ne cesse de

que des Mexicains ». Par contre, des syndicalistes de base et quelques dirigeants locaux se sont déplacés au Mexique pour apporter leur soutien. Ils ont aussi tenté de faire pression sur la direction de l'UAW, mais en vain. Il y a dans ce syndicat un fort courant d'opposition à la direction actuelle avec lequel je travaille. Entre autres choses, ce courant souligne la nécessité de bâtir un fort réseau de solidarité internationale. Il est vrai que parler de solidarité internationale dans ce pays semble parfois difficile, tant cette solidarité manque au sein même du mouvement ouvrier nord-américain... Mais je crois qu'une nouvelle sensibilité est en train de percer. L'idée que nous sommes sur une même planète, et qu'il faut créer des liens avec les travailleurs des autres pays, avec ceux du tiers monde, fait son chemin aux Etats-Unis. L'intérêt d'un travailleur est l'intérêt de tous, et, en conséquence, la solidarité doit être la base de toute action. Le mouvement même du capitalisme nord-américain tend à favoriser cette prise de conscience. Il y a quelques années, les capitalistes se limitaient à déplacer les investissements du nord vers le sud du pays, s'installant là où les communautés rurales étaient les plus hostiles aux syndicats et où on pouvait payer les salaires plus bas. Puis ils sont allés plus loin, au Brésil, en Corée du Sud, à Taiwan ; là où on pouvait payer une taux horaire de 60 cents ou un dollar. C'était surtout vrai pour les industries qui nécessitaient une main d'œuvre concentrée : le textile, l'électronique... Maintenant, il y a encore du nouveau ! Ils ont fait le tour du monde et reviennent tout près, juste de l'autre côté de la frontière avec le Mexique. On a créé ces zones où les salaires sont très bas, où c'est la loi de la jungle, où il n'y a pas de réglementation sur les conditions de travail ni sur l'environnement. Pour celles et ceux qui y vivent, c'est l'enfer ! Avec l'avantage, pour les capitalistes, de se trouver bien plus près de leurs centres de décision (1). L'ouvrier nord-américain est maintenant plus conscient de ce processus. Il se déroule devant ses propres yeux ; ce n'est plus à Singapour ou à Hong-Kong, cela se passe juste dans l'arrière-cour !

« Aux Etats-Unis, cette crise des syndicats se manifeste [...] par une agressivité de la base et par des formes spécifiques de résistance... »

s'agrandir, et le travail « illégal » de peser sur le niveau global des salaires. Comment évolue la résistance ouvrière dans cette situation éclatée ? Quelle est l'attitude des travailleurs syndiqués vis-à-vis de cette « armée » de surexploités qui survit dans une situation de semi-légalité ?

Ray Rogers : Prenons un exemple récent. Une grève très dure a éclaté dans une usine de la General Motors au Mexique. Il y eut une forte répression : plusieurs ouvriers ont été blessés, ainsi qu'un tué. La réaction de la direction de l'United Auto Workers (le syndicat des travailleurs de l'automobile) a été : « Et alors quoi ? Quel est le problème ? ». Sous-entendu : « Après tout, ce n'étaient

(1) Tout au long de la frontière avec les Etats-Unis des milliers d'usines d'assemblage s'installent en territoire mexicain. Les salaires y sont en moyenne six fois inférieurs à ceux des Etats-Unis, la semaine de travail est de six jours et de 49 heures. Environ la moitié de la production dégage des déchets toxiques. Ces entreprises se déplacent constamment au gré des variations des taux de profit...

(à suivre)

Sur Radio-Libertaire (89.4), le 1^{er} dimanche de chaque mois, écoutez entre 14 h et 16 h l'émission des Relations Internationales de la Fédération anarchiste.

EX-YOUGOSLAVIE

Les salariés serbes font ceinture

Alors que les leaders nationaux et la plupart des partis politiques pensent à la défense des intérêts de leurs nations respectives, à d'éventuels changements de frontières... la grande majorité de la population tente tout simplement de survivre. La situation économique de la Yougoslavie avant la guerre n'était déjà pas très brillante, aujourd'hui les différentes républiques sont dans le gouffre de l'appauvrissement généralisé. Le niveau de la production, qui ne cesse de chuter depuis ces dernières années, a atteint en 1991 celui de l'année 1976. L'Etat, les communes, les entreprises sont très endettés. Pour tenter d'éviter le pire, le gouvernement fédéral, ou plutôt ce qu'il en reste, n'a trouvé que la planche à billets, productrice d'hyper-inflation. Les salaires des travailleurs fondent de mois en mois ; un salaire d'ouvrier dépasse à peine 300 francs (1500 francs en octobre 1990). La guerre n'a fait qu'accélérer la paupé-

risation de la population. En Serbie, le pouvoir, depuis 1988, est habitué à détourner les revendications des travailleurs en invoquant la politique de défense de la nation. Aujourd'hui, revendiquer une augmentation de salaire relève du sabotage, et ne peut être que le fait de traîtres !

La résistance à une propagande odieuse

Une partie des ouvriers, malgré tout, n'a pas été aveuglée par la propagande odieuse du pouvoir. Le 24 janvier, le syndicat indépendant des sidérurgistes a adressé une lettre au parlement serbe, débutant ainsi : « *Camarades et Messieurs les députés du peuple, nous souhaiterions vous offenser, tout au moins autant que vous nous avez offensés et humiliés par votre attitude irresponsable* ». Présentant leur réalité quo-

tidienne (un salaire de 8 000 dinars et des dépenses réelles mensuelles de 50 000 dinars), les sidérurgistes menacent de se révolter dans le cas où leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Ils réclament notamment la participation du syndicat *Nezavisnost* (Indépendance) aux négociations concernant la fixation d'un salaire minimum, qui se déroulent entre le gouvernement et les syndicats officiels. Ces derniers semblent d'ailleurs ne plus obéir complètement aux socialistes au pouvoir. En effet, alors que le gouvernement propose comme salaire minimum une somme de 8 000 dinars, l'Union des syndicats de Serbie exige un salaire de 17 000 dinars (salaire moyen = 11 000 dinars). Espérons que le nombre des « saboteurs » augmentera et que ceux-ci mettront fin à la domination des pseudo-défenseurs de la classe ouvrière.

Ivan Tomić
(Belgrade, le 31 janvier 1992)

QUÉBEC

Les autochtones continuent leur lutte de libération (III)

LES Cris, dont le territoire est situé tout autour de la baie d'Hudson et de la baie James, au Québec et en Ontario, mènent une lutte acharnée contre un projet de la société québécoise d'électricité, Hydro-Québec. Cette entreprise publique, relevant du gouvernement québécois, a entrepris dans les années 70 la construction d'immenses barrages sur des rivières se jetant dans la baie James, au sud de la baie d'Hudson. A la suite de ces immenses projets, Hydro-Québec, encouragée par le Premier ministre Robert Bourassa, en a développé de nouveaux pour profiter d'une prévision fortement à la hausse de la demande d'énergie dans le nord-est des Etats-Unis. C'est ainsi que de nouveaux projets de construction de barrages ont vu le jour sur les terres occupées par les Cris du Québec.

Après les affrontements avec les Mohawks en 1990, le Québec connaît un autre conflit majeur avec la lutte des Cris contre ce méga-projet. Le peuple cri n'a pas érigé de barricades pour contrer les barrages d'Hydro-Québec, il a plutôt choisi de mener une vaste campagne publique et judiciaire contre ce projet, qui inonderait plus de 1 500 km² du territoire de ce peuple qui vit encore de la chasse et de la pêche.

L'affrontement de 1991 : le barrage hydroélectrique de Grande Baleine

Leur lutte a amené les autorités américaines des Etats du nord-est (Vermont, New York) à revoir leurs contrats avec Hydro-Québec, qui prévoyait de leur fournir de l'électricité à partir des barrages projetés sur les territoires des Cris. Bien sûr, les Etats américains y trouvent leur profit, puisque leurs besoins sont à la baisse et que les prix du pétrole ont considérablement diminué depuis l'époque où ils avaient conclu leurs contrats avec le Québec. D'ailleurs, le gouverneur de l'Etat de New York, Mario Cuomo, déclarait récemment que les décisions relatives à l'achat d'énergie du Québec seraient prises en fonction des intérêts de l'Etat de New York. Hydro-Québec et le gouvernement québécois ont dû, à leur tour, réviser leurs prévisions et retarder le début des travaux de construction des infrastructures de ce méga-projet dans ce territoire dont la fragilité de l'équilibre écologique est reconnue. Il s'agit d'une victoire importante, certes. Mais la bataille n'est pas terminée. Le gouvernement québécois est dirigé par Robert Bourassa, qui est un fanatique des grands complexes hydro-électriques : son projet politique repose sur l'utilisation massive de cette source d'énergie pour le développement industriel du Québec. Cette orientation politique a mené le gouvernement et Hydro-Québec à passer des contrats secrets avec des multinationales, leur accordant des tarifs d'électricité extrêmement bas lors de leur installation au Québec. De plus, il existerait un super-projet impliquant sept ou huit pays européens et Hydro-Québec pour produire de l'hydrogène, ce qui nécessiterait de fortes quantités d'énergie.

Comme on le voit, la lutte des Cris pour sauvegarder leurs territoires débordait largement leurs « frontières ». Leur lutte est devenue internationale et elle force main-

tenant le gouvernement québécois à accepter un processus d'évaluation environnementale globale qu'il cherchait encore à contourner il y a quelques mois. Longtemps, les gouvernements du Canada et du Québec, ainsi que les grandes entreprises, ont cru qu'ils pouvaient utiliser les terres du nord sans se préoccuper des populations qui y vivent. Depuis un an, les choses ont changé. Les autochtones n'acceptent plus d'être méprisés et relégués à un rôle folklorique, ils veulent vivre libres et dans la dignité, ils veulent aussi contrôler leur avenir.

La question autochtone est devenue incontournable

En fait, la question autochtone d'aujourd'hui est le résultat de la politique d'élimination poursuivie par les gouvernements qui se sont succédés en Amérique du nord depuis l'arrivée des Européens. Malgré l'intention de reconnaître les droits des autochtones dans la constitution canadienne, rien n'a été fait jusqu'à maintenant pour qu'ils puissent exercer librement ces droits. Au contraire, la loi sur les Indiens du Canada est une véritable loi coloniale établissant une sorte de régime d'apartheid pour les premiers habitants du pays. Cette loi dépouille les Amérindiens et les Inuits de toute capacité juridique et leur applique certaines politiques de protection pourvu qu'ils résident sur les réserves indiennes (1).

Au cours des années 80, de 1983 à 1987, quatre conférences constitutionnelles ont été tenues sous la responsabilité du gouvernement fédéral, pour définir les droits des autochtones. Ces conférences ont été un échec complet ; les gouvernements fédéral et provinciaux (2) n'étant pas prêts à traiter avec les nations autochtones d'égal à égal d'une part et, d'autre part, les autochtones n'ayant pas la cohésion ni un rapport de force favorable pour obliger l'Etat canadien à faire les concessions nécessaires. Les autochtones vivent donc toujours sous la dépendance directe du gouvernement fédéral du Canada ; ils en sont d'ailleurs les pupilles en vertu de la loi sur les Indiens.

Malgré les échecs passés, il est maintenant clair que la question autochtone est devenue incontournable au Québec et au Canada. Il est indéniable qu'il ne sera plus possible d'ignorer les droits des premières nations. De plus en plus, leurs revendications politiques visent l'autonomie, voire l'autodétermination, comme c'est le cas pour une partie des Mohawks vivant au sud du Québec et de l'Ontario (3) et au nord de l'Etat de New York, ou encore des Cris, dont le territoire se situe sur les rives de la baie d'Hudson et des Inuits qui occupent les vastes espaces du grand nord québécois.

Sergé Roy
(membre du Comité d'appui aux premières nations du Québec)

(1) Il s'agit de territoires très limités, dans la plupart des cas, qui ne permettent pas aux peuples autochtones de se développer.
(2) Il y a dix provinces au Canada, dont le Québec.
(3) L'Ontario est la province située immédiatement à l'ouest du Québec.

(Fin)

La loi de la jungle

(suite de la « une »)

L'affaire Habache est caractéristique. Ce personnage n'a rien qui puisse le rendre sympathique aux anarchistes. Il est le chef d'une fraction de l'OLP qui a pratiqué le terrorisme - mais qui a cessé de le pratiquer depuis 20 ans, du moins à l'extérieur de la région du Moyen-Orient. Expulsé de sa terre par la violence, soumis aux humiliations de l'exil, on pourrait devenir terroriste à moins. Ceux qui, sous l'angle de l'Etat oppresseur, sont qualifiés de terroristes, sont des résistants vus sous l'angle des opprimés. Les mots, là encore, ont leur importance ; ils révèlent le camp auquel on appartient (1).

L'affaire Habache

Habache, donc, pour les gouvernements occidentaux, n'est pas un résistant, mais un terroriste, ou plutôt un ancien terroriste. Sa venue en France suscita l'indignation des braves politiciens qui, pratiquement unanimes, ont, par ailleurs, cautionné une invraisemblable opération de terrorisme de masse, le blocus de l'Irak qui affame une population civile qui n'est en rien responsable de la politique de ses dirigeants. L'« état de droit » exigerait cependant que l'indignation ne soit pas sélective, puisque par définition le droit est également applicable à tous.

Or, il y a peu de temps, un autre terroriste, devenu Premier ministre, est venu en France en visite officielle sans que cela ne soulève d'objections. Shamir, en effet, était, sous le mandat britannique, le numéro 2 d'un groupe terroriste d'extrême droite, le groupe Stern qui, de surcroît, avait pris des contacts avec l'Allemagne nazie en 1940-41 pour combattre les Anglais. Un des chefs de ce groupe, Yalin-Mor, écrit dans le livre qu'il a consacré à l'histoire de ce mouvement : « Notre devoir est de combattre l'ennemi [les Britanniques] et il est permis de chercher l'aide de l'ennemi de notre ennemi ». Heliezar Halevi, syndicaliste travailliste connu,



Mitterrand, le grand mystificateur, au service du capitalisme impérialiste. © Fouet-Muller/AFP.

révèle dans l'hebdomadaire *Hotam* de Tel-Aviv (19 août 1983) l'existence d'un document signé par Shamir (qui s'appelaient à l'époque Yezernitsky) et par Abraham Stern, remis à l'ambassade d'Allemagne à Ankara, à un moment où l'extermination des Juifs ne cesse de s'intensifier : « En matière de conception, nous nous identifions à vous. Pourquoi donc ne pas collaborer l'un avec l'autre ? » dit ce document. Haaretz, dans son édition du 31 janvier 1983, révèle que cette lettre fut transmise par l'ambassadeur d'Allemagne à ses supérieurs, avec un mémorandum de l'agent des services secrets nazis à Damas, Werner Otto von Heutig, qui rendait compte de ses pourparlers avec les émissaires de Stern et de Shamir : il y est dit que « la coopération entre le mouvement de libération d'Israël et le nouvel ordre en Europe sera conforme à l'un des discours du chancelier du III^e Reich dans lequel Hitler soulignait la nécessité d'utiliser toute combinaison et coalition pour isoler et vaincre l'Angleterre. » (2)

Personne, semble-t-il, n'a reproché à Shamir le terrorisme auquel il a pu se livrer dans le passé. Personne ne lui a rappelé l'assassinat du comte Bernadotte, le médiateur de l'ONU. D'autres terroristes ont foulé le sol français sans que cela ne

soulève beaucoup de vagues : Bébé Doc, Bokassa, Aoun, Hassan II. Ceux-là sont des terroristes légaux, voire démocratiques.

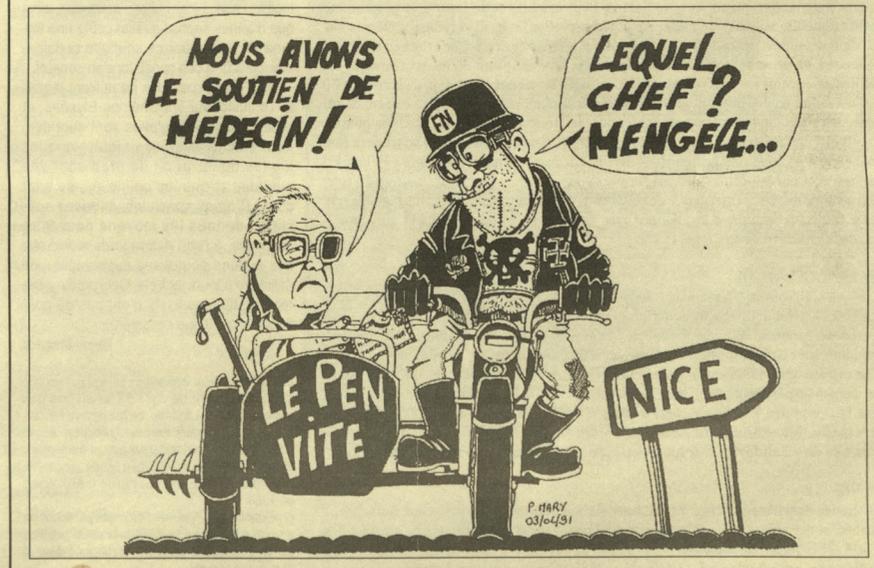
Il n'y a plus d'état de droit. La plupart des Français le pressentaient : il n'est qu'à considérer les auto-amnisties à répétition que s'accordent les sommets de l'Etat. Les millions de laissés-pour-compte des résolutions non appliquées de l'ONU le savent, eux, depuis longtemps : il n'y a plus que l'Etat de droit, qui s'intègre parfaitement au nouvel ordre mondial.

René Berthier

(1) On a parfois l'occasion d'être physiquement témoin de telles manipulations des mots. Pendant la guerre d'Afghanistan, par exemple, je travaillais à l'*Humanité*. Comme tous les journaux, il arrivait que l'*Huma* passe telles quelles les dépêches d'agences. Simplement, le mot « résistant » était rayé et remplacé par le mot « rebelle ».

(2) Toutes les informations sur Shamir sont contenues dans l'article d'Amnon Kapellouk paru dans le *Monde diplomatique* de décembre 1983. Kapellouk précise que ces documents peuvent être consultés au Mémorial de l'Holocauste (Yad Vachem) à Jérusalem, classés sous le numéro E234151-8. Les pourparlers avec les nazis sont confirmés par un des chefs historiques du groupe Stern, Israël Eldad, dans le quotidien de Tel-Aviv *Yediot* du 4 février 1983.

Le dessin de la semaine



TUEURS

La réorganisation des Forces spéciales

Les Forces spéciales françaises vont être réunies sous l'autorité d'un état-major interarmes (1). Elles ne dépendront donc plus des états-majors de leurs armes respectives. Ainsi, elles seront plus à même de mener leurs sauts de nuit, en toute illégalité. Par exemple, la tuerie de la grotte d'Ouvéa, c'était eux !

Elles regroupent les super-gendarmes du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et de l'Equipe de protection et d'intervention de la gendarmerie nationale (EPIGN), les parachutistes du 1^{er} Régiment parachutiste d'infanterie de marine et du 13^e Régiment de dragons parachutistes (2), ces deux dernières unités étant spécialisées dans la reconnaissance et la recherche du renseignement. Leurs interventions sont secrètes et il est difficile de savoir de quels équipements elles disposent. En outre, chaque régiment de la 13^e Division parachutiste, sauf les régiments d'appui, comptent dans leurs rangs des équipes entraînées pour être larguées derrière les lignes ennemies, les Commandos de reconnaissance et d'action en profondeur (CRAP). Leurs missions sont les suivantes : recherche du renseignement (évaluation des forces adverses en présence), sabotage, actions de déstabilisation.

Pendant la guerre du Golfe, elles ont joué un rôle crucial. En effet, sans ces soldats pas comme les autres, pas de Tempête du désert. Les satellites d'observation ne pouvant pas tout voir, ils ont observé l'armée irakienne jour et nuit, cachés dans des postes d'observation de fortune. Dans la guerre contemporaine, ils sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important, car



Dans le désert. © Sipa.

l'avantage revient au camp qui est le mieux renseigné sur l'adversaire. Récemment, le ministre de la Défense, Pierre Joxe, a d'ailleurs annoncé un renforcement des moyens de renseignement militaire pour l'armée. Les fonds secrets consacrés aux services spéciaux ont été augmentés, ainsi que leurs effectifs. Deux satellites d'observation sont en cours de construction (cf. « Nouvelles du front »).

D'autre part, quand les journalistes étaient promenes le long du front - ne leur était montré que ce que les militaires voulaient bien montrer - les Forces spéciales américaines, françaises et britanniques, dans le même temps, menaient des

coups tordus contre l'armée irakienne, ou ce qu'il en restait.

Avec eux, la guerre apparaît telle qu'elle est, sans fard, à savoir une boucherie infâme et sans gloire ; rien à voir avec l'image d'une guerre-jeu vidéo que le Pentagone, via le réseau américain CNN, tentait de faire passer dans la population.

Les Forces spéciales françaises comptent également les nageurs de combat de la base d'Aspretto, en Corse. L'équipage du Rainbow Warrior des écologistes de Greenpeace, à Auckland (Nelle-Zélande), a eu l'occasion de faire leur connaissance...

Les commandos de marine et les commandos de l'air complètent l'organigramme des Forces spéciales. Mais il en est de plus secrètes et scabreuses encore, qui dépendent directement de la Direction générale des services extérieurs (DGSE), notamment le très secret 11^e Bataillon parachutiste de choc.

L'importance croissante de ces soldats contraste avec la place faite aux conscrits, de plus en plus cantonnés à des tâches subalternes. L'équipement des Forces spéciales (on parle de moyens de communication avec l'état-major via satellite, ainsi que d'armes sophistiquées) coûte une fortune et l'état-major ne souhaite certainement pas que des conscrits s'en servent.

Les Forces spéciales ne défilent jamais le 14 Juillet sur les Champs-Élysées, et pour cause, puisqu'elles sont secrètes. Leur simple existence montre que les limites de l'Etat dit de droit sont vite atteintes et que les politiciens se sont dotés (Forces spéciales, services spéciaux) de tous les moyens pour faire accomplir, à l'abri des regards indiscrets, des actions douteuses susceptibles de satisfaire à leurs intérêts. Ceci prouve, justement, que les Etats n'ont pas de politique, ils n'ont que des intérêts.

Henri Morrier

(1) Cet état-major interarmes sera placé sous le commandement du chef d'état-majors des armées, l'amiral Lanxade, ce qui prouve l'importance attachée aux Forces spéciales. Avant cette décision, il existait deux autres états-majors interarmes : le Corps d'armée blindé mécanisé, ainsi que la Force d'action rapide (FAR), créée en 1984.

(2) Quand le 2^e Régiment étranger parachutiste a sauté sur Kolwezi en 1978, il avait été précédé par une équipe de ce régiment, larguée dans le plus grand secret.

BILLET D'HUMEUR

Prisons : contre la semi-liberté des surveillants

Les prisons françaises ne sont plus ce qu'elles étaient. Les surveillants, en effet, ne sont plus animés de cet humanisme qui force depuis si longtemps l'admiration des détenus. Après les gardiens ripoux de Nice, voici encore un nouveau scandale : les gardiens de la maison d'arrêt de Nevers seraient « corrompus » !

On en tombe des nues ! Quel exemple, en effet, pour la jeunesse saine de ce pays, si même ces fleurons de l'administration sont sensibles aux appels de l'argent trop facile ? Certes, tous les gardiens de Nevers ne sont pas touchés, heureusement ! Il en existe encore d'honnêtes, qui savent donner le coup de pied salvateur dans les parties génitales, dans le noir, en remontant l'escalier, au lieu de se compromettre avec des voyous. Pourtant, c'est bien avec les fameux voyous qu'ils étaient chargés de replacer dans le droit chemin, celui de l'ANPE, que ces ignobles ripoux de Nevers trafiquaient !

Pour l'instant, un seul surveillant est inculpé de corruption. Mais des rumeurs pessimistes annoncent que d'ici deux ou trois semaines, certains honorables pères de famille pourraient être relégués au rang de crapules ordinaires. Pire encore, on parle d'une vilaine tentative de suicide d'un détenu... ! Pour l'instant, on pense encore qu'il pourrait s'agir d'une de ces habituelles provocations destinées à noircir l'image de l'administration pénitentiaire. Hélas, un autre détenu est allé encore plus loin dans l'ignominie : il a carrément réussi son coup. Le fumier !

Il est vraiment mort.

L'ordure ! Il semblerait même, nous dit la presse, que les circonstances de son geste seraient « troublantes ». Qu'est-ce qu'il a à troubler la bonne marche des procédures, ce voyou, par cette mort incongrue ?

Et voilà qu'en prime, un surveillant, chef cette fois-ci, et à Rennes, vient d'être surpris en train de se livrer à un trafic d'alcool ! Comme un vulgaire pilier de comptoir !!! Il est temps que le scandale cesse. Or, une solution très simple peut régler la question à peu de frais et sans changement notable pour les habitudes de tous. Chacun a pu réfléchir au fait que les surveillants de prison passent déjà une partie importante de leur existence en détention. J'oserai dire qu'ils sont, d'une certaine façon, en semi-liberté, puisqu'ils rentrent chaque matin en cellule, ou presque. Poussons plus loin la logique. Supprimons-leur la semi-liberté, faisons en sorte qu'ils deviennent enfin des détenus à part entière.

Quant à la surveillance des surveillants, je connais un nombre important de détenus qui sont prêts à l'assurer avec zèle.

Et, qui plus est, gratuitement. Tout ça pour l'honneur de la République. Qu'en pensent les technocrates de la Chancellerie, en ce moment bien embarrassés ?

Guimou de la Tronche

Nouvelles du front

ARMÉE FRANÇAISE : PROGRAMME SPATIAL

La guerre du Golfe a révélé l'insuffisance des moyens d'écoute électronique et d'observation de l'armée française. Elle était soumise au bon vouloir des Américains, qui lui transmettaient ce qu'ils voulaient et quand ils le voulaient. Pour combler cette lacune, le programme SAMRO (Satellite militaire de recherche et d'observation) rebaptisé Hélios, a été mis sur pied. Deux satellites, Hélios 1 et 2, sont prévus. Le premier sera placé en orbite en mai 1994 et le second, en principe, en 1995. Leur résolution sera de l'ordre du mètre, alors que les satellites américains les plus récents (KH 11 et KH 12) ont une résolution de l'ordre de 50 cm. C'est-à-dire qu'ils auront des caractéristiques semblables au KH9, plus ancien, ce qui ne garantira pas l'indépendance de l'obtention de l'information. Deux satellites mixtes, Hélios 3 et 4 (détection optique et infrarouge ainsi qu'écoute électronique) pourraient être lancés en 1997 et 1998. Les Espagnols et les Italiens participent au programme Hélios. En effet, son coût total est tel que les armées européennes, dont les besoins en matière d'observation sont les mêmes, sont obligées de collaborer. Ceci prouve qu'il n'est plus possible que l'armée française continue à fonctionner avec du matériel français à 98% et que, fatalement, des choix devront être faits.

ESSAIS NUCLÉAIRES

Tandis que la Russie a déclaré un moratoire sur ses essais nucléaires, la France (comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine) continue imperturbablement, même si c'est à un rythme légèrement diminué. Depuis le 1^{er} janvier, et jusqu'au 2 juillet (date anniversaire du premier essai français à Mururoa, en 1966), une campagne de pétitions est lancée par la coordination Stop-Essais, qui publie une lettre d'information mensuelle du même nom, disponible par abonnement (50 F par an, soutien : 100 F). Pétition disponible à 20 centimes l'exemplaire + frais de port, à Stop-Essais, Bonbecombe, 12120 Comps-Lagraille. Tél. : 65.74.13.40. Chèques à l'ordre de M.-P. Bovy, CCP 18 1907 S Toulouse, ou auprès de « Solidarité Europe-Pacifique », 102, boulevard Arago, 75014 Paris.

« LA VÉRITÉ »

Voilà un nouveau fanzine (ariégeois), consacrant bon nombre de ses pages aux réfractaires à l'armée, et qui affirme son antilibertarisme. Il donne aussi des informations au sujet des concerts sur la région de Toulouse.

« La Vérité », association « La Collucci », 09350 Campagne-sur-Arize.

Associations

PARIS : 5^e SALON « VIVRE ET TRAVAILLER AUTREMENT »

A l'heure où tout le monde parle de Maastricht, de l'organisation de l'Europe, « Vivre et travailler autrement » pense avant tout à la planète et aux hommes. Regardons comment chacune des décisions des 9, du GATT, de l'ONU, se traduit dans la vie quotidienne des citoyens. En Europe du nord, ces décisions ont conduit dans le secteur agricole à une forte dégradation de l'environnement, à une désertification des campagnes, à un relâchement du tissu rural. Les exposants, les conférenciers et les animateurs de « Vivre et travailler autrement » pensent qu'il y a une autre façon de partager. Venez rencontrer des exposants de qualité dans tous les secteurs de la vie quotidienne : alimentation saine, produits de santé, artisanat, habitat sain, mouvements écologiques, projets humanitaires, éducation. Du samedi 22 février au dimanche 1^{er} mars 1992 de 11 h à 19 h 30. Nocturnes le mardi 25 février et le vendredi 28 février jusqu'à 22 h. Espace Austerlitz, 30 quai d'Austerlitz, 75013 Paris (M^o Gare-d'Austerlitz ou Quai-de-la-Gare).

LYON : PRIMEVÈRE 92, 6^e SALON DE L'ÉCOLOGIE ET DES ALTERNATIVES

Aujourd'hui, l'écologie et les alternatives présentent des réalisations concrètes. Associations, artisans ou sociétés, sont sur le terrain pour le prouver. Le 6^e salon de l'écologie et des alternatives leur donne la parole avec :

- un marché d'idées et de produits (200 stands sur la paix, le social, l'environnement, les solidarités nord-sud, etc.) ;
 - 16 conférences : « Conséquences de l'ouverture des frontières en Europe sur l'écologie et les alternatives », « Les banques alternatives »... ;
 - deux expositions, des librairies, des vidéos, un espace enfant, une restauration bio.
- Samedi 29 février et dimanche 1^{er} mars à Lyon, Halle Tony-Garnier. Entrée plein tarif : 25 F. Tarif réduit : 15 F. Tél. : 78.27.38.99.

SOLIDARITÉ MADAGASCAR

Correspondante et partenaire en France du mouvement ANTISO, l'association Solidarité Madagascar lance une campagne de soutien au travail exemplaire des Equipes médicales de soins populaires malgaches (EMSP), qui luttent à la fois contre la dégradation de la santé publique, devenue trop onéreuse, et le chômage de longue durée des jeunes médecins et paramédicaux, sous forme de collecte de médicaments essentiels et de matériels médicaux légers : les différentes priorités de cette collecte sont dictées par l'urgence des besoins précis de la population malgache.

Contacts : Solidarité Madagascar, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : Jean-Claude Rabeharifara : 48.45.33.14, Anita Rakotomanga : 60.14.45.13, Nina Andriantse : 40.15.17.89.

« Au cœur de l'extra-ordinaire »

Henri Broch - éd. L'Horizon chimérique

Henri Broch enseigne la physique à l'Université de Nice - Sophia-Antipolis et, depuis plusieurs années, étudie les phénomènes prétendument paranormaux. Son ouvrage est le quatrième de la Collection zété-tique (1), publiée par L'Horizon chimérique. Reprendre chaque point de cette étude serait excessivement long (citons pêle-mêle les thèmes abordés : l'astrologie, les extra-terrestres, l'homéopathie, la psychokinèse...).

Le principal intérêt de *Au cœur de l'extra-ordinaire* réside dans le fait que Broch n'empêche personne de croire que l'esprit peut avoir une action sur la matière ou en la réalité de la « mémoire de l'eau » (homéopathie). Mais, pour poursuivre sur cet exemple, il est effarant que tant d'hommes et de femmes se « soignent » à l'aide de l'homéopathie sans chercher à connaître les origines de cette pseudo-science. Si chacun était informé sur l'homéopathie, il serait à même de choisir entre elle et l'allopathie en pleine connaissance de cause. En effet, *Au cœur de l'extra-ordinaire* n'a pas d'autre ambition - mais c'est déjà beaucoup - que d'informer sur le paranormal.

Pour ce faire, Broch applique à chaque thème abordé la méthode zété-tique (définition du Littré : « Méthode dont on se sert pour pénétrer la raison des choses »). Cet ouvrage est un régal de rigueur et d'intelligence. Les fondements de l'astrologie sont exposés de manière simple mais précise. A chacun de se faire une opinion. L'auteur la classe au rang des pseudo-sciences. Il poursuit sur les « archéolâtres » qui voudraient que l'Antiquité ait connu la pile électrique, que nos ancêtres aient reçu la visite d'extra-terrestres, etc. Que de niaiseries écrites sur les statues de l'île de Pâques !

Le plus amusant est, sans doute, le chapitre intitulé « Au cœur du surnaturel ou la thaumaturgie à travers les siècles ». En d'autres termes : sus aux pseudo-miracles de Lourdes, aux apparitions de la Vierge et autres fadaïses. Broch explique que le « miracle » de la liquéfaction du sang de Saint-Janvier, à Naples, est bide de A à Z... et comment. Quant à la source miraculeuse de Lourdes (p. 287), c'est à se tenir les côtes de rire ! D'abord, la source existait avant que Bernadette Soubirous ne voie, selon la légende, la Vierge Marie en ces lieux, mais son

modeste débit ne convenait pas à l'exploitation que le clergé local souhaitait en faire. Ainsi, il fut fait appel aux Pères du couvent de Garaison, des spécialistes des miracles qui exploitaient depuis 1500 l'apparition de la Vierge à la bergère Agnès de Sagasan et la source miraculeuse apparue (déjà !). Un petit coup de pouce fut donc donné à la Providence par ces pères, qui firent venir l'eau du gavage de Pau tout proche. Cette eau débouchait dans l'imprimerie des religieux, qui la redistribuaient à l'aide de pompes à la grotte et au réservoir du Calvaire. Un siphon réunissant les canalisations fut construit secrètement. Pas vu, pas pris !

Récemment, plusieurs journaux s'étaient émus du cas d'un Syrien vivant à Paris et dont les mains, à les lire, suintaient de l'huile. Gérard Majax, l'illusionniste bien connu, qui n'a jamais caché ce qu'il pensait de ce genre d'aigrefin, lui a rendu visite et a pu démontrer aisément qu'il ne s'agissait que d'un tour de prestidigitant (2).

Broch a d'ailleurs raison d'insister sur le fait que s'il y a eu des guérisons reconnues par l'Eglise catholique, cela ne prouve nullement qu'il faille les imputer aux propriétés soi-disant miraculeuses de la source. Il en est de même pour l'homéopathie, l'acupuncture, etc.

Le combat mené par Henri Broch est vital en ces temps de désarroi. Il est faux de prétendre que la vérité, même avec un v majuscule, soit l'ennemie des marchands d'illusion. Leur ennemi, c'est la rigueur et la précision (voir ce que Broch appelle l'« effet paillason ») et la confusion, savamment entretenue, entre corrélation et causalité, cf. p. 168-169). Bref, *Au cœur de l'extra-ordinaire* est un ouvrage indispensable.

H. M.

(1) Ouvrages parus : Alain Cuniot, *Incrovable... mais faux* (98 F), Isaac Asimov, *Les moissons de l'intelligence* (vol.1) (138 F), Frédéric Lequeurre, *Astrologie. Art, science ou imposture ?* (108 F), Henri Broch, *Au cœur de l'extra-ordinaire* (120 F). Tous ces ouvrages sont en vente à la Librairie du Monde Libertaire.

(2) Majax a fondé SOS-Paranormal, service qui se propose d'aider gratuitement toute personne aux prises avec un phénomène paranormal. Adresse : 80 rue Marcadet, 75018 Paris. Tél. : 46.06.37.28. (24 h/24). Précisons que Majax a proposé au Vatican de monter un miracle. Cet appel sera-t-il entendu ?

Ciné sélection

Mizoguchi : trois films à l'affiche

Les contes de la lune vague (1953). Inspiré des *Contes de pluie et de lune*, contes populaires du XVIII^e siècle, ce film mêle et entrecroise en une parfaite harmonie les différents temps d'un récit et le destin des personnages. Le potier Genjuro, accompagné de son beau frère Tobei, se rend à la ville pour vendre le fruit de son travail. Tous deux laissent leurs femmes au village. Tobei a l'ambition de devenir samouraï. Genjuro s'éprend de la princesse Wakasa, mais celle-ci n'est qu'un fantôme. La guerre fait rage et les soldats tuent Myagi, la femme de Genjuro, et violent Ohama, la femme de Tobei, puis la forcent à se prostituer. De retour au village, les deux hommes mesureront la vanité de l'ambition et la perte de leur bonheur. Mizoguchi filme ici le cruel sort de ces hommes et de ces femmes jetés dans la tourmente de la guerre et de ses horreurs. Vérité et magie de ces destins où l'iniquité faite aux femmes, principales victimes de l'égoïsme social, laisse au cœur un sentiment de révolte indicible. Mais c'est de la condition humaine toute entière qu'il s'agit ici, hors des clivages du temps ou des sociétés. Le film nous bouleverse, nous émeut ; Mizoguchi touche à l'universel, son cinéma met en acte la forme la plus pure de la poésie.

L'impératrice Yang Kwei Fei (1955). Premier film japonais à avoir pour sujet l'histoire de la Chine. Inspiré d'un fait historique et d'un célèbre poème de Tu Fu, *Ballade du luth*, *Yang Kwei Fei* conte la légende de l'amour entre un empereur de Chine et une servante élevée au rang d'impératrice au VIII^e siècle. Là encore, la femme est sacrifiée. L'amour est, ici, le principal moteur d'opposition entre l'individu et la société et c'est de haute lutte qu'il faut le conquérir. La mort est, pour les

amants, la délivrance de toute entrave à leur amour socialement interdit. Amour... ? Bonheur impossible. Pouvoir et richesse... ? Vanité. Par delà les ténèbres, un éclat de rire et le monde des fantômes disparaît. Là encore, la poésie fait l'œuvre, harmonieuse et belle, comme un souffle suspendu, comme la respiration d'une mélodie triste et profonde, là encore c'est la recherche d'un temps et d'un bonheur perdus qui font la magie de nos émotions.

La rue de la honte (1956). Mizoguchi tourne *La rue de la honte*, son dernier film, alors que le parlement nippon doit voter un projet de loi de taxation des bordels. Le film décrit la vie faite de tensions, de drames, dans un bordel où cinq prostituées luttent pour leur survie, affrontant clients et tenanciers dont toutes les manœuvres consistent à exiger d'elles une meilleure rentabilité. Loi du profit. Mizoguchi fait là également un grand film sur la place de l'argent. Moralité : la loi de taxation des maisons closes intensifie l'exploitation des prostituées au bénéfice des tenanciers de bordel et donne à l'Etat le rôle de premier proxénète. Mizoguchi renouvelle ici son écriture avec un « cinéma vérité » d'une force saisissante. Image d'un monde où le dernier plan du film offre à voir une enfant jetée sur le trottoir, balbutiant les premiers pas de son horrible métier et bientôt promise au flétrissement de la catin fardée. Pas de message, mais un constat âpre, dur, violent fait par un des plus grands artistes qui soient et dont le cœur saigne, sous l'apparente glaciation du regard, de toutes les blessures de la révolte.

Laura L. de « Fondu au noir »

3615 RLIBERTAIRE

De province, comme de Paris, pour tout savoir sur l'actualité de Radio-Libertaire, du Monde libertaire, de la librairie du Monde Libertaire et de la Fédération anarchiste, n'hésitez pas à utiliser le 3615 RLIBERTAIRE. Pour communiquer avec « Radio-Esperanto-Parizo » (89.4 FM), consultez le MINITEL. Tapez 3615 RLIBERTAIRE (+ envoi), puis tapez MES (+ envoi), puis ENVOI. Ensuite, cherchez « Radio-Esperanto » dans l'annuaire des abonnés, grâce à SUITE et, enfin, écrivez vos coordonnées et votre message en suivant la procédure.

Rencontre internationale anarchiste 1er, 2 et 3 mai 1992 - Paris

La Fédération anarchiste française (FAF) organise une rencontre internationale (débat, discussions, colloques, expositions, spectacles...) dans le cadre des activités de l'Internationale des fédérations anarchistes.

- Les thèmes proposés sont :
- l'anarchisme et le mouvement ouvrier ;
 - l'écologie rurale et urbaine - écologie sociale ;
 - les anarchistes et l'antimilitarisme - actions communes ;
 - 500 ans de résistance indienne, noire et populaire (campagne internationale : appel de Quito) ;

- l'Europe de 1992-1993 ;
- la montée des nationalismes et de l'extrême droite dans les pays de l'Est et en Europe occidentale ;
- la chute de la pensée marxiste dans le monde et la disparition de l'URSS ;
- éducation et anarchisme ;
- Afrique du Nord et Sahel ;
- l'anarcho-féminisme.

1^{er} Mai 1992 au matin : manifestation internationale anarchiste.

Pour tout renseignement : Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Forum à la librairie du Monde Libertaire

Un forum est organisé sur le thème : « 1492-1992 : 500 ans de résistance indienne, noire et populaire », le vendredi 28 février à 20 h 30 à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot [M° Oberkampf], 75011 Paris). Ce forum se présente sous la forme d'une vidéo et d'un débat animé par le Collectif Guatémala et le journal « Nitassinan ».

TLP-Dejazet : gala de soutien à Radio-Libertaire

Serge Utgé-Royo

et en 1^{ère} partie... Frédérique

dimanche 23 février 16 h

41, bd du Temple (M° République), 75003 Paris. Tél. : 42.74.20.50.

Prix : 130 F (carte de soutien à RL : 90 F).

SOUSCRIPTION

Deux nouveaux ouvrages vont paraître :

- *Les écrits pédagogiques de Sébastien Faure*, réunis et présentés par J.-P. Jullien ;
- *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry (1880-1894)*, par Nathalie Brémand.

Prix de vente pour chaque ouvrage : 80 F.

Une souscription est lancée pour faciliter leur parution, elle est de 140 F pour les deux publications. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Claude Delattre, et à envoyer aux éditions du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Morice Benin au TLP-Dejazet

Notez-le, son dernier album, *Essentiels*, vient de sortir et il sera au TLP-Dejazet le lundi 17 février à 20 h 30 en compagnie de France Léa... Un rendez-vous à ne pas manquer !

Morice Benin chante depuis vingt ans, de *Laura* (1969) à *Essentiels* (1992), ce « buveur de mots jusqu'à l'ivresse » n'a cessé de nous enchanter. Les enfants n'ont pas été oubliés : *Dessine-moi un enfant* (1987), *Il était une fois* (1990) et *Couleurs* (1991) ; trois cassettes pour des soirées tranquilles pour les parents !

Côté grands, son dernier compact disc était attendu des amoureux. *Roulez printemps* fera rêver les plus timides. *Chant profemme, Sève qui peut, Frêle esquif*, rien que les titres, c'est tout un programme ! En ces temps lourdingues, celui-ci est à prendre et non à laisser. Ecoutez et partez... « Je suis l'éclusier de tes eaux vives »... « Tu ressembles au vent, à l'arbre et à la semence »...

Morice Benin est un poète. Il faut en profiter, ils deviennent rares. Courez au Dejazet !

Alain Dervin

Morice Benin au TLP-Dejazet, 41 bd du Temple (M° République) 75003 Paris. Tél. : 42.74.20.50. Tarif unique : 100 francs. *Essentiels*, compact disc de 14 titres. Prix : 126 F. En vente à la Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

RENDEZ-VOUS

DIEPPE
Vous pouvez rencontrer le groupe FA chaque samedi à partir de 11 h au marché de Dieppe, au niveau de la place Nationale, lors de la vente du *Monde libertaire*.
Groupe FA c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

DOUAI
Une présence FA existe sur Douai. Pour la contacter, écrivez au CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, qui transmettra.

GRENOBLE
Le groupe Jules-Vallès de la FA participe à la tenue d'une permanence libertaire, dans le cadre de l'association CDESI, chaque samedi après-midi au 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble.

NANTES
Retrouvez le groupe Milly-Witkop de la FA et l'OCL-Nantes dans le « Magazine libertaire » sur Radio-Alternantes (97.5 FM) le mardi 25 février. Contact : « Magazine libertaire », Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

POITIERS
Le groupe Berkman de la FA ouvre prochainement son local de réunions et de permanences. Pour plus de détails sur cette nouveauté, écrivez au groupe Berkman c/o OAF, BP 166, 86004 Poitiers cedex.

UNION RÉGIONALE PARISIENNE
Première liste des points de vente du *Monde libertaire* sur Paris et Laguy :
- groupe Ubu : gare de l'Est (10^e), mercredi à 17 h ;
- groupe Louise-Michel, marchés du Poteau et Lepic (18^e), dimanche de 10 h 30 à 12 h ;
- groupe de la Villette : marché de Joinville (19^e), dimanche de 11 h à 12 h ;
- groupe Pierre-Besnard : marché de la place des Fêtes (19^e), dimanche de 10 h 30 à 12 h ;
- groupe Eugène-Variin : marché de Laguy, dimanche de 10 h 30 à 12 h 30.

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 6 de *l'Encre Noire* est paru. C'est une revue publiée par le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy, les liaisons de Saint-Dizier, de Moselle-sud et des sympathisants.
Ce numéro est disponible à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) et auprès des militants du groupe Jean-Roger-Caussimon, ceci tous les dimanches matins au marché de Vandœuvre. Prix : 10 F.

BROCHURE
Le numéro double, 38-39, de la revue *Volonté anarchiste*, intitulé « Dieu et l'Etat », de Bakounine (80 pages) est disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 40 F (+ frais de port de 7,50 F). Cette brochure est, par ailleurs, disponible auprès du groupe éditeur (gr. Fresnes-Antony de la FA, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony), qui accorde 33% de remise à partir de l'achat de 5 exemplaires. Abonnement pour 8 numéros : 190 F (chèque à l'ordre de ASH)

PIN'S
Le groupe Sacco et Vanzetti de Chelles propose à la vente un pin's « A cercle » (deux couleurs, résine, ø 1,7 centimètre). Prix de vente : 10 F l'unité, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour les achats en gros (+ de 20 exemplaires), contactez-nous au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

CALENDRIER 1992 « ITINÉRAIRE »
La revue *Itinéraire* a édité un calendrier pour l'année 1992 en quadrichromie : quatre pages ornées d'illustrations sur R. Flores-Magón, E. Goldman, P.-J. Proudhon. En vente à la librairie du Monde Libertaire ou à commander à *Itinéraire*, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles. Prix de vente : 10 F (frais de port non inclus).



CONTRACEPTION ET AVORTEMENT

Les états généraux... et après ?

CELA faisait bien longtemps que les médias ne s'étaient pas autant préoccupés des femmes dans leurs revendications pour maîtriser leur fécondité. La campagne unitaire menée depuis 18 mois sur le droit de choisir commence à faire des vagues.

Après de nombreuses attaques de commandos contre les centres pratiquant des avortements, le mur du silence se brise. Et la situation quotidienne commence à être décrite : dégradation de l'accueil et de la qualité des soins, parcours de la combattante quant aux délais (1/3 des femmes se retrouvent ainsi « accueillies » dans le secteur privé), utilisation restreinte de la pilule abortive RU 486, restrictions budgétaires touchant les établissements d'information, les centres de planification, les centres d'avortement, arrêt du remboursement et non remboursement des pilules, rien de nouveau quant à la contraception masculine, aucune campagne d'information et l'avortement toujours pénalisé.

L'analyse de cette situation, 18 ans après la loi sur la contraception, 17 ans après celle sur l'avortement, fait appa-

raître les responsabilités gouvernementales en la matière. La politique de santé basée sur la maîtrise des dépenses de santé et une réforme hospitalière s'appuyant sur la rentabilité et la compétitivité ne peuvent prendre en compte les besoins sanitaires et sociaux de la population pas plus que les besoins spécifiques des femmes. Il devient même de plus en plus difficile d'accoucher faute de place à l'hôpital public, alors ne parlons pas d'avorter !

La politique socialiste

Cette prise de conscience que, derrière les commandos d'extrême droite, il y a un terrain miné... par la politique socialiste, a traversé bon nombre d'organisations partie prenante de la campagne « L'amour est à nous », si bien que Véronique Neiertz fut largement chahutée, interpellée, sifflée, même si une partie de la salle s'efforçait de l'applaudir. Ce ton antigouvernemental, qui s'annonçait au fur et à mesure de la préparation des états généraux, ne fut pas à ceux qui veulent jouer les courroies de



La tribune. © Lucie (commission « Femmes » de la FA).

transmission. La FEN et la CFDT se sont donc désengagées. Eh bien, non ! Ils montrent ainsi leur vrai visage, ils choisissent le gouvernement au détriment de la lutte des femmes (1). De toute façon, ils n'étaient guère engagés : ils étaient de ceux qui proposaient la pétition unitaire (70 000 signatures remises au ministre, tout de même) mais en utilisaient une autre ne défendant que la contraception. Leur tentative de récupération n'a pas réussi à lier la mobilisation au gouvernement. La coordination a toujours gardé la maîtrise des débats et des revendications. Elle s'est même passée des promesses de subventions ministérielles : les organisations et associations féministes, laïques, syndicales et politiques déterminées à défendre le droit à l'avortement et à la contraception ont su mettre en commun l'argent nécessaire pour la tenue des états généraux et la campagne militante menée plusieurs depuis mois.

Les perspectives

Quant aux perspectives dégagées de ces états généraux dans une ambiance animée mais chaleureuse et dynamique, elles correspondent à des volontés de mobilisation : ces états généraux ne se voulant et n'apparaissant que comme un temps fort devant être suivi d'autres initiatives et échéances. Aussi a-t-il été décidé de poursuivre la signature de la pétition unitaire « Avortement, contraception : un droit remis en cause », de réaliser dans les régions une enquête sur les conditions d'application de la loi tant sur la contraception que sur l'avortement, de lier la défense de ces droits aux luttes contre l'extrême droite, d'organiser, le 8 mars (journée internationale des luttes des femmes) des manifestations décentralisées. D'autre part, une motion de soutien au professeur Beaulieu (traduit en correctionnelle pour avoir dénoncé le caractère anti-

scientifique du film *Le cri silencieux* (2) et une autre revendiquant la dépénalisation de l'avortement, ont été adoptées, ainsi que deux motions de solidarité avec les femmes polonaises et algériennes. Un projet de plate-forme a été élaboré et soumis au débat pour amendement. Une prochaine rencontre nationale aura lieu les 4 et 5 avril, et une échéance de grande manifestation à l'automne. Voilà bien du pain sur la planche.

Nos luttes d'aujourd'hui préparent l'avenir des femmes de demain. Il nous faut le dire et le vivre.

Lucie (commission « Femmes »)

(1) « Véronique Neiertz, il faut choisir : les femmes ou le gouvernement ». C'était le slogan d'une banderole de la JCR, applicable à la FEN et à la CFDT.

(2) *Le cri silencieux*, film réalisé par Nathanson (opposant à l'avortement), est diffusé en France depuis 1985.

SOMMAIRE

- PAGE 1 : La loi de la jungle, Albertville connexion... ou les gros sous de l'olympisme, Editio.
- PAGE 2 : Hommages à Maurice Joyeux.
- PAGE 3 : Quelles mobilisations antifascistes ?, Albertville connexion... ou les gros sous de l'olympisme (suite de la « une »), Crise des banlieues, crise de la société duale ? Déboulés du droit d'asile à Bézières.
- PAGE 4 : Etats-Unis : rencontre avec un « spécialiste de l'activisme social » (deuxième partie), Ex-Yougoslavie : les salariés serbes font ceinture.
- PAGE 5 : Les autochtones continuent leur lutte de libération (III), La loi de la jungle, Le dessin de la semaine.
- PAGE 6 : La réorganisation des Forces spéciales, Prisons : contre la semi-liberté des surveillants (billet d'humeur), Associations, Nouvelles du front.
- PAGE 7 : Ciné sélection : Mizoguchi... trois films à l'affiche, « Au cœur de l'extra-ordinaire » de Henri Broch, Morice Benin au TLP-Dejazet, Rencontre internationale anarchiste.
- PAGE 8 : Les états généraux... et après ? « L'amour est à nous », Infos FA.

SORBONNE

Etats généraux :

« L'amour est à nous »

Les états généraux des 18 et 19 janvier dernier furent incontestablement un succès. L'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne n'était pas assez grand pour accueillir les nombreuses participantes.

Au-delà du droit de choisir pour les femmes, les différents débats, notamment celui au sujet de la lutte contre le fascisme, ont montré le rôle incontournable qu'ont joué, jouent et joueront les combats féministes pour la libération d'une société, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

De la lutte des Polonaises à celle des Algériennes, de celle des Allemandes à celle des Irlandaises, de l'action des Américaines aux prises avec le puritanisme mais aussi avec le rétablissement de la peine de mort, à celle des Yougoslaves contre la guerre, partout les révoltes des femmes expriment le droit à la liberté de tous les individus, droit que les Etats bafouent sans vergogne depuis des années, que ces Etats soient démocratiques ou fascistes, laïcs ou intégristes.

C'est, bien sûr, cette analyse-là que font les femmes anarchistes que nous sommes et c'est bien un aspect de notre originalité politique : pas seulement féministes mais aussi anarchistes, pas seulement anarchistes mais aussi féministes : anarcho-féministes (1). Aux francs-maçons de tout poil et de toute nationalité, nous affirmons que ni la démocratie ni la laïcité ne sont des remparts suffisants contre le fascisme : la Roumanie de Ceaucescu constitue l'un des tristes exemples du joug quotidien qu'un Etat - laïc - a fait peser sur la vie intime des femmes. Et a-t-on déjà oublié les femmes chinoises ?

Nous devons donc répéter que l'intégrisme n'est pas seulement religieux et que ni l'habit ni la barbe ne font... l'inquisiteur. De même, le fascisme a pris, durant ce siècle, au moins deux couleurs : brune et rouge ; et nous, anarcho-féministes (2) ne choisissons pas entre l'un et l'autre, comme nous ne choisissons pas entre l'armée algérienne et le FIS.

C'est pourquoi notre rôle dans un collectif comme celui qui a organisé ces deux journées est essentiel, comme il est indispensable, aussi, que la lutte continue. Nous ne nous contenterons pas, nous, de l'oreille attentive (ou non) d'un ministre.

Les 18 et 19 janvier 1992, des femmes se sont réunies pour réaffirmer leur liberté. Elles n'ont pas d'autre choix que de continuer, jour après jour, à la concrétiser.

Yolaine Guignat (gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) et (2) J'ai employé *express* le terme anarcho-féministe, puis anarcho-féministe.